

# La «cancel culture» à l'assaut du débat public

Renaud Maes

Il y a de cela quelques mois, un auteur proposa un texte à *La Revue nouvelle*, traitant d'un aspect particulier de la « décolonisation ». Deux spécialistes reconnus internationalement relurent cette proposition et la jugèrent trop caricaturale. À les suivre, sa publication ne contribuerait qu'à polariser le débat public, sans l'éclairer suffisamment sur des enjeux réels. Le processus se solda donc par un refus.

La procédure de relecture des propositions par deux personnes bien informées vise à garantir la rigueur factuelle des articles que nous publions et d'éviter les simplifications abusives des problématiques dont ils traitent. Il s'agit de respecter l'engagement de *La Revue nouvelle* de refuser de donner des « leçons » sur les thèmes qu'elle aborde, et d'accompagner les lecteurs dans l'élaboration de leur point de vue autonome<sup>1</sup>. Les relecteurs sont donc invités en amont à se focaliser sur la qualité de l'argumentation et en aval, leur évaluation est soigneusement analysée par la rédaction avant transmission à l'auteur. Si le moindre doute apparaît, l'article fait l'objet d'un débat en comité de rédaction. En l'occurrence, il n'y avait aucun doute.

L'auteur de la proposition refusée répondit toutefois par un message à la rédaction — en mettant en copie quelques personnalités —, message dans lequel il suggérait qu'il était victime de la « cancel culture » et déplorait qu'elle puisse influencer jusqu'à *La Revue nouvelle*. C'était la première fois que nous étions confrontés à cette accusation, mais elle nous sembla grave : ce que l'auteur réclamait, finalement, ce n'était pas tant l'accès à une évaluation impartiale de son texte. Ce qu'il exigeait, c'était bel et bien un droit absolu à la publication, même si son article ne respectait pas la charte éditoriale de notre revue. Il ne contestait d'ailleurs pas les arguments des relecteurs, mais les accusait, publiquement et sans les connaître, de parti pris idéologique. Et en adressant cette critique à une audience — certes limitée, mais dont il connaissait le poids symbolique —, il exerçait de fait une pression visant à contourner notre processus éditorial et, ce faisant, notre ligne éditoriale.

Un rapide sondage auprès de rédactions de revues partenaires mit en évidence que plusieurs d'entre elles avaient déjà dû faire face à une telle accusation, parfois divulguée par mail envoyé à la cantonade, parfois lancée sur les réseaux sociaux et largement relayée.

1 | « Une revue intellectuelle dans le débat démocratique », aout 2014, <https://cutt.ly/9b91Hbs>.

Cet épisode intervient dans un contexte qui voit les revues intellectuelles éprouver d'importantes difficultés à assurer leur financement, partout en Europe, même dans les pays où les populistes de droite n'ont pas pris le pouvoir. Elles dépendent presque toutes de subsides publics et, dans ce cadre, les accusations de *cancelling* peuvent avoir des effets délétères : les pouvoirs publics, effrayés par les rumeurs — même infondées —, pourraient rapidement couper les vivres aux revues.

Une menace pèserait donc sur les revues... et questionne notre capacité à pouvoir maintenir une ligne éditoriale.

### Dégonfler la « *cancel culture* »

Mais, dans le fond, qu'est-ce vraiment que la « *cancel culture* » et comment se manifeste-t-elle ?

La notion est importée des débats médiatiques américains, où elle a d'abord désigné des tensions sur les campus universitaires et certaines controverses sur les réseaux sociaux<sup>2</sup>. Comme le résume Réjane Sénac, le syntagme « *cancel culture* apparaît aux États-Unis pour décrire les actions militantes discréditant une personnalité publique en la dénonçant non pas via un recours juridique, mais à travers des attaques coordonnées, généralement lancées en ligne, contre une personne afin de détruire sa réputation et de la rendre infréquentable, avec des conséquences sur sa vie professionnelle et personnelle. Cette expression est alors utilisée pour critiquer les tendances au dogmatisme et à la coercition à travers la stigmatisation et la mise au ban des personnes dont les prises de position sont considérées comme non conformes, et ceci au sein même du camp progressiste<sup>3</sup>. »

La chose inquiète largement les académiques américains à la suite de quelques cas particulièrement médiatisés de campagnes d'organisations étudiantes contre des professeurs. Ces quelques cas ont d'ailleurs servi d'exemples aux cent-cinquante personnalités signataires de la tribune publiée dans le magazine *Harper's* et largement republiée partout dans le monde, « A Letter on Justice and Open Debate<sup>4</sup> ».

Un repérage des « victimes » de la « *cancel culture* » a également été mis en place par la National Association of Scholars, une organisation relativement corporatiste d'académiques défendant un principe de « neutralité » de l'enseignement supérieur, en juin 2020<sup>5</sup>. Cette liste, actualisée depuis, compte aujourd'hui cent-septante-deux « annulations ». Il faut toutefois considérer attentivement chaque cas : rapidement, lorsqu'on retire les personnes « chahutées » lors de remises de prix ou de conférences, on se rend compte que les cas de sanctions disciplinaires sont réduits à quatre-vingt-deux, avec au maximum quarante-cinq licenciements par l'institution universitaire. En creusant encore, on observe que sur ces quarante-cinq licenciements, au moins treize sont motivés par un ensemble de griefs incluant des faits reconnus de harcèlement ou de détournements de fonds. Ce qui fait donc un total de maximum trente-deux licenciements liés directement à une controverse entre l'enseignant·e et ses étudiant·es autour d'une question sociale. Or, si l'on ne considère que le personnel enseignant à temps plein, le National Center for

au temps de la Covid-19 et de la *cancel culture* », *Dio-gène*, 2019/3-4 (n° 267-268), p. 234-253, <https://cutt.ly/Gb9lfl>.

4 | *Harper's Magazine*, <https://cutt.ly/7b9luLM>.

5 | Acevedo D., « Tracking « Cancel Culture » in Higher Education », National Association of Scholars, <https://cutt.ly/cb9lv7y>.

2 | C'est en tout cas comme ça que la présente Nathalie Heinrich, dans une tribune publiée dans *Le Monde* du 7 août 2020.

3 | Sénac R., « Féminismes et « convergence des luttes »

Education Statistics<sup>6</sup> recense quelque 638 702 employés sur l'ensemble des États-Unis. La « cancel culture » académique semble donc finalement un phénomène minoritaire — sinon anecdotique —, même aux États-Unis.

### Le rôle des « médias dominants »

Comment peut-on dès lors comprendre que l'expression soit aussi fréquemment reprise, qu'autant de tribunes s'inquiètent de cette « tendance » sur les campus et au-delà ?

Un premier effet nécessite avant tout examen : globalement, on observe une évolution de la ligne éditoriale de médias à large audience visant à jouer sur les affects du public pour mieux capter son attention. Cette évolution se traduit ainsi dans le choix des thèmes, du vocabulaire, etc., des médias d'information<sup>7</sup>.

Dans ce cadre, les situations conflictuelles sur les campus, qui sont en fait inhérentes à la dynamique de débats intellectuels propres à l'université, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle au moins, connaissent une couverture médiatique croissante et de plus en plus dramatisée. À titre d'illustration, on trouvera dans la figure 1 l'exemple du traitement dans deux quotidiens de référence (*Le Soir* et *La Libre*) des interruptions de débats et conférences officielles organisées par les autorités de l'ULB entre 1960 et aujourd'hui<sup>8</sup>. On remarquera qu'entre 1960 et 1969, quelque septante-sept conférences et débats organisés par les autorités universitaires ont été interrompus sur les campus de l'ULB, évènements mentionnés dans vingt-trois articles (onze fois dans *Le Soir* et

douze fois dans *La Libre*). Entre 2010 et 2019, une seule interruption de cet ordre a toutefois été mentionnée dans autant d'articles (douze fois dans *Le Soir* et onze fois dans *La Libre*).

Cette « dramatisation » d'évènements conflictuels a pour conséquence une déconnexion entre leur importance symbolique et leur ampleur pratique qui tend à donner l'impression d'être face à des « faits sociaux » là où l'un des critères de Durkheim pour mériter cette étiquette — à savoir une certaine significativité statistique — n'est jamais rempli.

Mais il y a un autre effet de dispositif médiatique, déjà décrit dans revue, qui participe à la construction de la « cancel culture » comme « véritable problème » : c'est « le mécanisme Adorno ». Le philosophe allemand connu en effet de terribles tensions avec ses étudiants à la fin de sa vie, culminant par le *busenat-tentat* (attentat aux seins) de 1969. Ces tensions prirent racine dans l'incapacité d'Adorno d'ouvrir un dialogue avec les étudiants qui, pourtant, se réclamaient initialement de sa pensée, autour de leurs mobilisations : il commença par donner dans la presse et à la radio des avis tranchés et peu fondés empiriquement, puis répondit systématiquement aux récriminations des étudiants via des tribunes médiatiques et multiplia les entretiens avec des journalistes où il se répandit en propos virulents. « En adoptant une attitude surplombante d'universitaire, en défendant un « raisonnement abstrait » et le primat de la « réflexion théorique », et refusant de questionner les effets de pouvoir de son propre discours, il se retrouva pris au piège d'un dispositif qu'il alimenta continuellement en prenant des positions de plus en plus radicales, et qui aboutit à un divorce incroyable entre lui et ses étudiants. Pire encore, alors qu'il avait été une figure importante de la lutte contre

6 | <https://nces.ed.gov/>.

7 | Sur cette évolution, on renverra, par exemple, à Citton Y. (dir.), *L'économie de l'attention. Nouvel horizon du capitalisme ?*, La Découverte, Paris, 2014.

8 | Ces chiffres ont été comptabilisés « à la main » en dépouillant les archives du CA de l'ULB et, en regard, les archives des deux quotidiens, il est probable qu'il demeure quelques erreurs de comptage résiduelles.

l'autoritarisme, il servit de prétexte à la répression autoritaire des mouvements étudiants dès janvier 1970<sup>9</sup>. »

Le mécanisme Adorno, cette escalade liée à l'incapacité à considérer le point de vue de son opposant, à opposer des « valeurs abstraites » face à des vécus, et au choix d'une *médiatisation* du conflit plutôt que d'une *médiation*, joue pleinement dans la plupart des cas de professeurs américains apparemment « annulés ». Dans ces cas-là, il faut pointer qu'il existe une responsabilité des autorités universitaires qui, au lieu de tenter de calmer la médiatisation du conflit pour ouvrir un espace de médiation, ce qui implique souvent des procédures longues, préfèrent régler le problème rapidement en prenant parti pour « le camp » qui est le plus porteur médiatiquement, généralement dans le but de « limiter la casse » pour « l'image de marque » de l'institution.

### Réseaux sociaux et brutalisation

Un troisième effet tient dans les dynamiques collectives propres aux réseaux socionumériques ou amplifiées par ceux-ci. On le sait, plusieurs mécanismes contribuent à faire des réseaux sociaux des lieux où les débats idéologiques tournent facilement à l'affrontement entre des clans. Un premier mécanisme est le renforcement des opinions personnelles lié à l'exposition à des informations susceptibles de nous plaire et donc de nous conforter dans nos croyances, même si elles sont inexactes. En nous profilant, les algorithmes des réseaux sociaux nous affichent progressivement les contenus les plus proches de nos options et nous invitent à interagir surtout avec les gens partageant nos avis. Se construisent de la sorte des « noyaux » (*clusters*) d'utilisateurs qui se renforcent mutuellement dans leurs systèmes de

croyances et s'enferment dans une même « bulle de filtre »<sup>10</sup>. Un second mécanisme est lié au média lui-même : le fait qu'il y ait une distance par l'usage d'un ordinateur, par le passage à l'écrit, par les délais de réponses lors d'interactions, fait que l'on ne ressent pas de la même manière l'effet d'un affrontement avec un autre utilisateur, on ne voit pas concrètement ce qu'une réponse violente peut provoquer. Le média a ici un rôle de « frein » au développement de l'empathie. Un troisième mécanisme est lié aux formats d'échanges permis par les plateformes : plus celles-ci imposent des textes courts, plus ceux-ci seront peu nuancés ; plus elles incitent à des réactions de soutien et de désapprobation sous forme d'émoticônes, plus elles vont provoquer des glissements vers le registre des émotions ; plus elles invitent les autres utilisateurs à réagir aux publications des autres plutôt qu'à produire leurs propres contenus, plus elles renforcent l'importance de ne pas perdre la face devant un « public » — là où dans un échange plus confidentiel, deux utilisateurs pourraient s'accorder. Le quatrième est lié à la possibilité de séparer son « avatar » sur un réseau social de son identité sociale réelle : plus il est possible d'être anonyme, plus il est facile de ne plus respecter les conventions sociales qui s'imposent dans un débat.

Ces mécanismes, bien connus et documentés, amènent finalement à une forme de « brutalisation » des débats<sup>11</sup>, qui n'est pas complètement propre aux réseaux sociaux. On observe dans de nombreux autres endroits, des parlements aux conférences, des essais aux débats télévisuels, une forme de

9 | Maes R., « L'expert dans le miroir », *La Revue nouvelle*, n° 3, 2017, <https://cutt.ly/db9Ukuu>.

10 | Gentzkow M., Shapiro J. M., « Ségrégation idéologique en ligne et hors ligne », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 126, n° 4, novembre 2011, <https://cutt.ly/kb9UR2F>.

11 | Badouard R., *Le désenchantement de l'internet. Ruineur, propagande et désinformation*, FYP, 2017.

polarisation croissante des échanges<sup>12</sup>, mais qui est amplifiée par ceux-ci. Les réseaux sociaux forment finalement une forme de « caisse de résonance et d'amplification » qui aboutit à une rupture des codes de l'échange ouvert, du débat d'idées, lequel implique notamment de prendre en compte une certaine complexité et de refuser toute une série de sophismes.

Cette déconnexion de « cadre usuel du débat d'idées » qui impose notamment la critique des sources et la possibilité de reconnaître une erreur, amène des faits divers à connaître une publicité bien au-delà de leur importance réelle, voire à des informations fausses de circuler plus rapidement que des faits vérifiés. Il faut remarquer à ce niveau un effet pervers du « débunkage » des *fake news* : plus on tente de confronter au réel une *fake news*, plus on participe en fait à gonfler la polémique en augmentant mécaniquement les occurrences d'affichage de l'information erronée.

Pour comprendre la diffusion de l'hypothèse d'une montée en puissance de la « cancel culture » en dépit des faits, il faut absolument tenir compte de l'ensemble de ces mécanismes qui ont contribué à faire « exploser » l'usage de l'expression sur les réseaux sociaux.

### Une histoire à dormir debout

Cependant, on ne peut se contenter d'une liste d'effets liés aux dispositifs médiatiques et de communication, sans pointer que la chose est aussi, et surtout, une question politique. Pour l'illustrer, on évoquera un scandale récent qui tourne autour de Blanche Neige. Pour résumer, deux journalistes du *San Francisco Gate*<sup>13</sup> se sont simplement

demandé, dans un article élogieux à l'égard d'une attraction de Disney World inspirée du Blanche neige de Disney, si le fameux baiser du prince — qui est par essence non consenti — ne posait pas finalement un problème en termes d'éducation des enfants à la notion de consentement. Cet article a ensuite été repéré par *Fox News*, qui a lancé un débat et une série d'entretiens en prétendant que « les féministes veulent annuler Blanche Neige ». Cette information, hors de toute proportion avec le contenu de l'article initial, a été reprise en France, diffusée notamment par *Le Figaro*, *Le Point*, etc., pour ensuite créer des débats intenses sur les réseaux sociaux. Dans la foulée, la nouvelle caricaturiste résidente de *Libération* et ancienne de *Charlie Hebdo*, Coco, a surfé sur cette vague, désireuse elle aussi d'en découdre avec la « cancel culture », faisant dire à Blanche Neige qu'après avoir eu des rapports sexuels avec les nains, elle n'était plus à un baiser même non consenti près. Cette caricature a été largement diffusée et a participé à l'affirmation massive de discours condamnant les « néoféministes », les « wokes<sup>14</sup> » et les « communautaristes identitaires<sup>15</sup> »,

14 | Cette expression d'origine américaine, devenue une marque de mépris dans le discours populiste de droite, désigne à l'origine les personnes qui se déclaraient « éveillées » (*woke*) quant aux inégalités persistantes de nos sociétés et réclamaient la fin des inégalités sociales. Le chroniqueur conservateur du *New York Times*, David Brooks, a popularisé ce terme dans une acception plus injurieuse, l'utilisant à la manière dont certains chroniqueurs francophones utilisent le terme « bobo ».

15 | L'expression « identitaires » et « communautaristes identitaires » s'est progressivement imposée dans le débat médiatique français pour désigner les militants décoloniaux, LGBT, féministes, etc. On notera d'ailleurs que cet usage amène une grande confusion, puisque l'étiquette « identitaire » était originellement revendiquée par des groupes nationalistes et d'extrême droite. Certains éditorialistes et chroniqueurs de droite radicalisée utilisent cette étiquette initialement réservée à l'extrême droite à dessein pour délégitimer des mouvements militants plutôt à « gauche » politiquement, dans le cadre d'une stratégie « d'inversion des concepts ». Cette stratégie se manifeste notamment par le fait de se réclamer universaliste alors qu'on défend une politique xénophobe, d'utiliser le terme « collabo » pour désigner les soutiens bénévoles aux migrants, etc.

12 | McCoy J., Rahman T. et Somer M. (2018), « Polarization and the Global Crisis of Democracy: Common Patterns, Dynamics, and Pernicious Consequences for Democratic Politics », *American Behavioral Scientist*, 62(1), 16-42, <https://cutt.ly/EneoQrg>.

13 | <https://cutt.ly/db9YTww>.

et dénonçant une potentielle « dictature » qui serait en train d'advenir. Un petit relevé des hashtags les plus associés à #cancelculture et à #blanche-neige sur 3 751 tweets recueillis sur Twitter le dimanche 9 mai vers 21 heures permet de se rendre compte que 16 % d'entre eux dénonçaient un risque de « dictature », 12 % de « totalitarisme », 6 % condamnant les « féminazies<sup>16</sup> ».

Rappelons et insistons : il n'a jamais été question « d'annuler » l'attraction voire, comme l'ont prétendu nombre de commentateurs, de « réécrire l'histoire de Blanche Neige » (en tout cas la réinterprétation par Walt Disney de cette histoire). On le voit par cet exemple, finalement, l'accusation de « cancel culture » est pour les populistes de droite, la droite radicalisée et tous ceux qui se fourvoient dans son sillage, un moyen de faire peur et de condamner à priori tout mouvement qui porte une critique de la société et un projet d'évolution progressiste visant à la rendre plus égalitaire.

Il faut noter au passage que certains des contempteurs les plus zélés de la « cancel culture » se plaignent largement de ne plus pouvoir rien dire à longueur de journée dans divers médias, y compris des médias à très large audience. Ainsi, quelques-uns des chroniqueurs de *CNews*, qui est devenue la chaîne d'information continue la plus regardée en France, utilisent extrêmement fréquemment ce concept — comme Pascal Praud, Eric Zemmour, etc. — et n'hésitent pas à se prétendre eux-mêmes empêchés de parler publiquement. L'évocation d'une prétendue menace sur sa parole publique et médiatique alors même que l'on s'exprime publiquement dans un média sans interruption ni réelle contestation, est un stratagème rhétorique qu'utilisent abondamment les

populistes de droite, l'extrême droite et les néofascistes partout dans le monde, qui leur permet de diffuser l'idée complotiste d'une « menace de l'intérieur » visant à « déstabiliser la société ».

Mais, plus fondamentalement, l'accusation de « cancel culture », c'est en fait un moyen d'imposer un ordre social spécifique. On a tort en effet de considérer le projet porté par le populisme de droite et ses avatars plus extrêmes, comme un « retour en arrière ». Il est plus que cela : il vise à construire un ordre social. Certes, celui-ci est parfois assimilé à un « Âge d'Or », mais ce dernier est fictionnel et, généralement, ceux qui s'y réfèrent ne l'ont pas connu<sup>17</sup>. Cet objet « exonostalgique » doit donc moins être lu comme une célébration du passé que comme un idéal politique à atteindre. Or, cet idéal politique promeut un ordre social où ceux que l'on qualifie de « communautaristes » sont exclus de l'expression publique, où seuls les dominants peuvent exprimer leur vision du monde sans que jamais leur position ne soit remise en question. Dans une telle société, la critique est exclue, voire plus fondamentalement, le débat public lui-même.

C'est à cela que sert l'accusation « cancel culture » jetée à tort et à travers : à rendre impossible la pensée critique et le débat public. Et l'on comprend dès lors que toutes les revues qui se sont donné pour mission de développer la première pour mieux contribuer au second soient dans la ligne de mire de ceux qui veulent, seuls, tenir les tribunes où déverser la propagande du caractère légitime de leurs privilèges.

*Ce texte fait suite à un exposé le 11 mai dans le cadre des « midis de l'éthique » de la Chaire Hoover (UCL), à l'invitation d'Axel Gosseries. Je dois remercier les participants et l'autre intervenant au débat, Charles Gérard, leurs apports ayant nourri fortement ma réflexion.*

16 | Quelque 3 751 tweets recueillis en une minute via un script R utilisant le package de routines *TwitterR*, depuis Bruxelles, à 21h 09.

17 | Sur la nostalgie de « l'Âge d'Or » fictionnel, voir Berliner D., *Perdre sa culture*, Bruxelles, Zones sensibles, 2018.

**Fig. 1 - Interruptions des conférences institutionnelles de l'ULB et couverture médiatique dans deux quotidiens de référence (1960-2020)**

